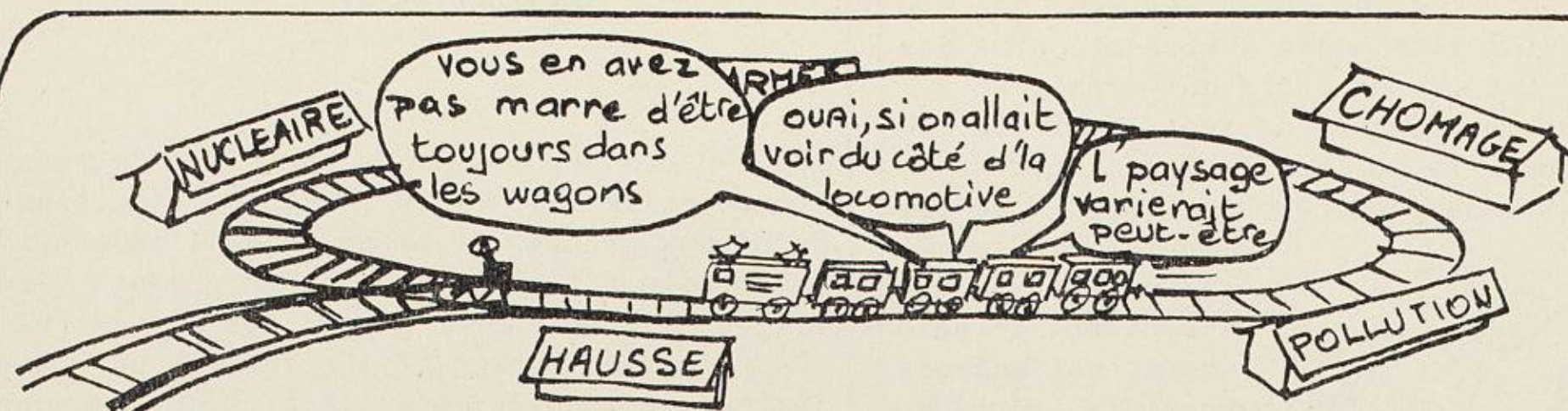


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1978 — 1ère Circonscription



Les élections législatives sont l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire. Nous voulons que puisse s'affirmer le choix d'une société autogestionnaire qui traduise les exigences et les aspirations que les partis traditionnels n'ont pas voulu prendre en compte.

La période électorale nous offre la possibilité de nous adresser à vous par les médias (presse, télé...) qui se refusent en temps habituel à diffuser nos informations.

La croissance en question

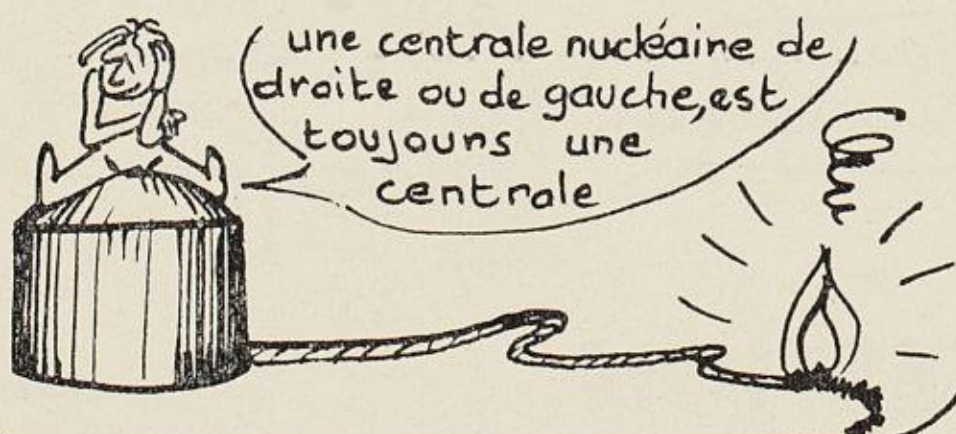
On a l'habitude de présenter la croissance comme un facteur de progrès social. Pourtant en aucun cas elle ne réduit les inégalités. Au contraire, elle enrichit les plus riches et appauvrit les plus pauvres. Elle est fondée sur le pillage du tiers monde (un réajustement des matières premières, le pétrole par exemple, suffit à ébranler les sociétés industrielles). Elle entraîne inévitablement la destruction des ressources et des équilibres naturels et l'exploitation de l'homme par l'homme.

SEULE, UNE REMISE EN CAUSE RADICALE DE CETTE CROISSANCE peut mettre un terme au gaspillage et à l'exploitation des travailleurs.

L'énergie en question

Le choix de l'énergie nucléaire, civile et militaire, engage la planète dans l'ère radio active. Savez-vous que les déchets des centrales nucléaires de cette année conserveront dans 24 000 ans encore la moitié de leur radio-activité ? 7 grammes de plutonium suffiraient à tuer 1 million de personnes ? Il est urgent d'arrêter le nucléaire et de développer les ENERGIES NON-POLLUANTES (éoliennes, solaires, géothermie...) et des TECHNOLOGIES DOUCES qui préservent notre environnement, sans abandonner les énergies traditionnelles.

Pour préserver l'avenir de centaines de générations d'une menace criminelle, EXIGEONS L'ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLEAIRE!

*Le travail en question*

La recherche exclusive du profit a conduit le système à produire pour produire, sans prendre en compte l'utilité sociale de la production.

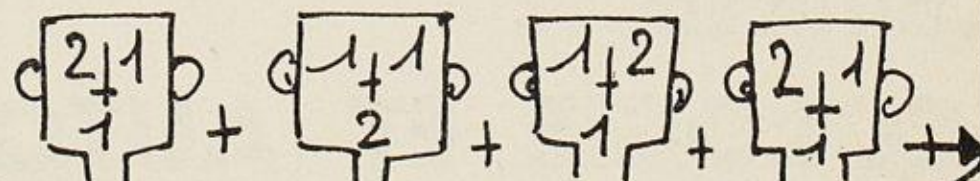
L'ECONOMIE DOIT REPONDRE avant tout aux besoins collectifs. Dans cette perspective, il appartient aux travailleurs de prendre le contrôle de leurs conditions de travail, de remettre en cause la hiérarchie, les inégalités et la durée du travail.

PRODUIRE AUTREMENT, TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX!

AUCUN DES DOMAINES DE NOTRE VIE QUOTIDIENNE n'échappe à l'emprise des trusts. Peut-on se satisfaire de l'univers qu'ils nous fabriquent ? La POPULATION doit pouvoir intervenir dans l'aménagement de son cadre de vie. C'est à cette condition que pourra être mise en oeuvre une autre politique notamment dans le domaine de : l'HABITAT, DES TRANSPORTS, de la SANTE, de l'ALIMENTATION, de l'EDUCATION.

Le système éducatif

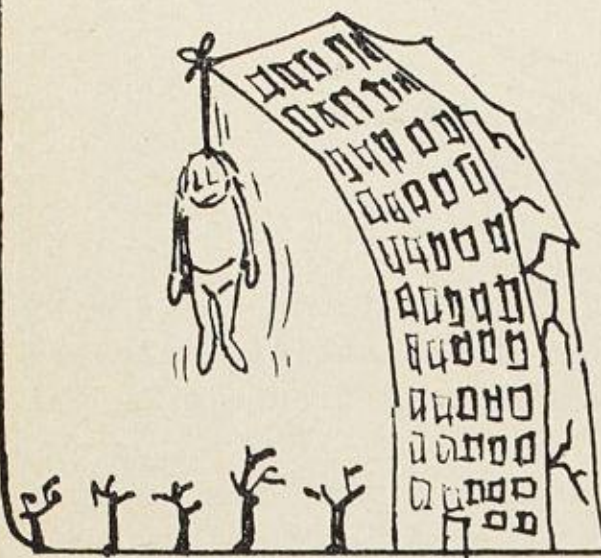
Il s'est mis peu à peu, à travers les différentes réformes et notamment la réforme Ha-by, au service du patronnat. L'école est l'instrument qui organise, de bonne heure, la division du travail : d'une part une petite élite soigneusement sélectionnée, qui a le monopole des décisions, d'autre part, le plus grand nombre condamné au rôle d'exécutants. L'EDUCATION DOIT PERMETTRE à chacun d'échapper au conditionnement et de maîtriser son existence, notamment par la généralisation de la Formation Permanente et l'accès aux connaissances pour tous.



Logements et aménagements

De ZUP 1 en ZUP 2, de ZUP 2 en ZAC, de ZAC en centre ville, les modes sévissent comme des épidémies. Les grands choix qui président à l'aménagement de l'espace ne sont jamais la réponse aux besoins collectifs des citoyens.

Ceux-ci attendent autre chose que d'être par-



qués dans des cités dortoirs qui accentuent l'isolement, qui accroissent la ségrégation sociale. L'urbanisme est pensé en fonction de l'automobile au mépris des piétons et des cyclistes.

transports

L'absence d'une politique cohérente de transports collectifs et le privilège exorbitant donné aux groupes de pression de l'industrie automobile ont conduit à l'engorgement des villes et à un énorme gaspillage d'énergie.

La priorité absolue doit revenir à une politique de transports collectifs qui assure et facilite les déplacements des travailleurs.

agriculture et alimentation

Le passage de l'agriculture du stade familial au stade industriel a provoqué la disparition de la population rurale en la condamnant à fournir la main d'oeuvre nécessaire au développement industriel (désertification du Boischaud sud) et permis l'instauration d'une classe d'agriculteurs capitalistes (gros propriétaires de Champagne berri-chonne, et Brenne investie par les capitaux extérieurs). Cette évolution soumet le monde agricole aux trusts chimiques et agro-alimentaires. Elle introduit la pollution des sols par l'addition excessive d'engrais et de pesticides. Elle détruit les équilibres naturels, notamment par le remembrement systématique des pays de bocage.

santé

"Mieux vaut prévenir que guérir" rappelle la sagesse populaire. Ce n'est pas, en tout cas, la politique des trusts pharmaceutiques. Des centaines de médicaments sont commercialisés et consommés sans réelle nécessité pour les malades. Le conditionnement de ces médicaments amplifie le gaspillage, et les pharmacies deviennent de véritables officines commerciales. Dans le même temps, en toute illégalité, le gouvernement s'oppose au développement des pharmacies mutualistes. Le médicament tend à devenir le remède aux agressions de notre environnement quotidien.

REMODELER CET ENVIRONNEMENT, faciliter la vie collective, c'est déjà mettre en place une politique de prévention qui s'attaque aux causes et non à ses effets.

Ainsi aucun secteur d'activité, aucune institution n'échappe à l'emprise du système capitaliste. C'est le LIBERALISME ECONOMIQUE et sa LOI DU PROFIT qui conditionne tout notre environnement.

Ce système est RESPONSABLE de la misère des équipements collectifs, des inégalités et des injustices qu'il perpétue.

Il organise le GASPILLAGE des ressources, et la destruction des EQUILIBRES NATURELS, et vit de l'EXPLOITATION des travailleurs en imposant des conditions de travail draconiennes (cadences infernales, accidents du travail) pour accroître ses bénéfices.

La société où nous vivons, pour se maintenir, multiplie les lois d'exception, militarise la société et amplifie le sentiment d'insécurité pour mieux organiser la répression de ceux qui la contestent. Quant à l'armée, nous n'en voulons pas, car elle est incompatible avec une société écologique.

on est des p'tits
pègreux, on a besoin
de 5% des voix
pour être remboursé

Merci
M'sieursdames!



Collectif

ÉCOLOGIE ET AUTOGESTION

Vu : Le Candidat